

Thème 3 – Dynamiques géographiques de grandes aires continentales

Question 2 – L’Afrique : les défis du développement

Chapitre VIII L’Afrique du Sud, un pays émergent

Problématique : *pourquoi l’Afrique du Sud s’affirme comme un nouveau pôle mondial et comment cette évolution se traduit-elle dans l’organisation spatiale ?*

République Sud-africaine (RSA)

Superficie : 1,2 millions de km²

Population (2013) : 50 millions d’habitants

PIB (2011) : 410 milliards de \$

Capitale administrative : Pretoria

Président en fonction : Jacob Zuma (ANC)

Introduction

Le territoire sud-africain est marqué par une grande diversité culturelle, fruit de la rencontre des civilisations africaines et européennes. Le territoire de l’actuelle Afrique du Sud est occupé jusqu’au XVII^e siècle par les tribus bantous. Dès 1488, les Portugais ont atteint le Cap de Bonne-espérance, mais n’y ont pas fondé d’établissement durable. La véritable colonisation européenne débute avec l’arrivée des Hollandais au milieu du XVII^e siècle qui s’installent dans la Péninsule du Cap. Les colons, très isolés de la métropole, développent une culture originale qui s’enrichit des migrations germaniques et françaises protestantes. Ces Afrikaners (ou Boers) explorent l’intérieur des terres et commencent à les mettre en valeur. Au début du XIX^e siècle, les Anglais supplantent les Hollandais et occupent la colonie du Cap. Refusant de vivre sous domination britannique, les Boers émigrent vers le Nord-Est où ils se heurtent au puissant royaume zoulou, en pleine expansion. Victorieux, ils se fixent dans les provinces actuelles du centre du pays, pour y fonder des républiques boers indépendantes.

Mais à la fin du XIX^e siècle, d’imposantes mines d’or et de diamants sont découvertes dans ces régions.

La couronne britannique étend alors son influence sur l’ensemble de l’Afrique australe et brise la résistance des Zoulous. De 1899 à 1902, un conflit acharné oppose les Anglais aux Boers, qui se solde par la défaite de ces derniers. Durant le premier XX^e siècle, l’Union sud-africaine est un dominion britannique largement autonome. Après la Seconde guerre mondiale, un régime ségrégationniste est instauré : les communautés blanches et noires sont strictement séparées et la majorité africaine subit l’Apartheid. Le régime tient jusqu’en 1990 dans un état

de quasi autarcie, malgré les pressions internationales et l'activisme des mouvements politiques noirs (ANC de Nelson Mandela, SASO de Steve Biko). En 1990, l'Apartheid est finalement supprimé et les premières élections multiraciales permettent l'arrivée au pouvoir de l'ANC (Congrès National Africain) de Nelson Mandela en 1994. Malgré les transformations à l'œuvre depuis deux décennies, l'empreinte de la ségrégation reste profonde, les inégalités sont toujours béantes, et la société sud-africaine souffre d'une violence endémique.

I Les manifestations de l'émergence

A Une économie puissante intégrée à l'espace mondial

- Jusque dans les années 1970/1980, l'économie sud-africaine est tournée vers l'exportation en direction des marchés anglo-saxons. Puis les mesures de rétorsion internationales poussent le régime à installer une économie autarcique. Les profondes transformations politiques à l'œuvre depuis la fin du XX^e siècle ont entraîné la **libéralisation économique et l'arrimage du pays à la mondialisation**. L'Afrique du Sud a connu une forte croissance durant la décennie 2000 (5 % en moyenne) grâce aux multiples investissements étrangers attirés par les **bas coûts salariaux** (NDIT) et un **réseau de communication intérieur développé**, bien relié aux grands ports du territoire. Ceux-ci sont situés le long de **l'une des voies maritimes les plus actives de la planète** (Cap de Bonne-Espérance). L'ouverture des marchés a permis au pays de diversifier ses échanges commerciaux et de reconvertir son système productif. Les liens économiques avec l'Union-européenne se sont accrus (accord de libre-échange en 2002), tandis que les relations commerciales avec les autres membres des **BRICS s'affirment**. **La Chine est devenue le premier partenaire commercial** du pays : elle représente le principal débouché des exportations nationales et un pourvoyeur majeur d'IDE. Les liens économiques avec l'Inde et le Brésil tendent aussi à se resserrer.

Cette émergence dans l'économie mondiale, unique exemple africain, a permis à la RSA d'intégrer le groupe des BRICS et du G20. Malgré la crise de 2008 qui a entraîné le pays dans une courte récession, la croissance économique a redémarré depuis 2010 et semble se consolider.

- A la base de la puissance, le sous-sol sud-africain renferme de **riches gisements miniers** (or, argent, platine, diamants...). Secteur traditionnel de l'économie, l'extraction minière s'est intensifiée avec l'envolée du cours des matières premières et représente encore 10 % du PIB. Le pays est **l'un des principaux producteurs de ressources minérales et de métaux précieux** : 1^{er} producteur de titane et de platine, 4^e d'or, 5^e de diamants. La production et l'exportation commerciale de ces ressources sont organisées par de puissants **consortiums minéralo-énergétiques**, depuis longtemps intégrés dans les échanges mondiaux. Ces firmes nationales ou à capitaux sud-africains, très prospères, figurent parmi les principaux acteurs de la filière internationale. Il s'agit de Goldfields, AngloGold Ashanti pour l'extraction aurifère, Angloamérican pour le platine ou De Beers pour les diamants. Les riches mines sud-africaines (Driefontein pour l'or, Marikana dans la ceinture de platine) emploient 10 % des actifs ([doc 1](#)) et représentent un secteur stratégique de l'économie, bien relié aux grands ports d'exportation.

Ce secteur traverse néanmoins une profonde crise depuis quelques années, fragilisé par les défaillances énergétiques et les violentes grèves de mineurs.

- L'**agriculture** sud-africaine est bien développée, grâce à la variété des milieux climatiques et aux efforts de modernisation entrepris. Considérée comme le "grenier" de l'Afrique, la RSA est **auto-suffisante** et exporte de nombreuses denrées agricoles (maïs, sucre, tabac, développement commercial de la viticulture...).
- Outre les activités de transformation des métaux liés à l'extraction minière, le **secteur industriel** est lui aussi puissant et diversifié (chimie, sidérurgie, biens d'équipement). L'approvisionnement énergétique est assuré par des centrales thermiques et des aménagements hydrauliques (fleuve Orange) dont le géant **Eskom** monopolise 95 % de la production nationale. L'industrie de pointe est bien représentée avec le secteur pharmaceutique (Aspen Pharmacare), les télécommunications et un **complexe militaro-industriel** très performant, unique en son genre sur le continent (Denel Aerospace Systems). L'industrie nationale est très concentrée dans la province du **Gauteng** (Johannesburg), tout comme le secteur tertiaire ([doc 2](#)).
- La puissance de ce dernier montre là encore le **haut niveau de développement** de l'économie sud-africaine. Représentant 70 % des emplois du pays, les services tirent leur dynamisme des activités bancaires, des grandes compagnies d'assurance (SA Mutual, Liberty life), et de la recherche et développement. **Johannesburg est la principale place financière** du continent africain et plusieurs quartiers d'affaires se sont développés (Sangton, 8000 sièges sociaux). Le **tourisme** est en pleine expansion depuis deux décennies et représente 10 millions de visiteurs par an. Les atouts du pays sont indéniables ([doc 3](#)) : des immenses plages du Cap aux réserves naturelles (parc Kruger) et parcs nationaux (Drakensberg), le territoire de la RSA dispose d'un énorme potentiel touristique, dont la mise en valeur dépendra en partie des capacités du gouvernement à éradiquer le fléau de la violence.
- L'économie sud-africaine a donc atteint un haut degré de développement, et son réseau d'infrastructures est comparable aux pays du Nord, ce qui constitue un cas à part en Afrique. Mais les défis restent très lourds : la pauvreté endémique, le RNB par habitants ou la structure des exportations (essentiellement des matières premières dépendantes des cours mondiaux).

B Un pôle intégrateur pour la région australe

- "Lion de l'Afrique", la RSA apparaît comme un **géant économique à l'échelle continentale**. Unique pôle émergent, le pays représente 20 % du PIB de l'Afrique, 40 % de sa production industrielle, 50 % de la couverture du réseau des télécommunications. La moitié des FTN du continent sont sud-africaines.
- La puissance économique se manifeste par la constitution d'une **sphère d'influence** qui s'étend sur toute l'Afrique australe. A l'instar des autres pôles émergents, l'Afrique du sud exerce une influence économique très forte qui tend à recomposer les espaces. Cette emprise s'explique d'abord par les liens coloniaux et la configuration géographique particulière de la région. En effet, plusieurs pays sont enclavés, sans accès à la mer, et le territoire sud-africain constitue pour eux le seul débouché (85 % du commerce extérieur du Botswana). La quasi-totalité de la production minière de l'Afrique australe transite ainsi par les ports de Durban, Le Cap ou Port Elisabeth.

La domination économique s'exerce par le biais de deux processus d'intégration régionale :

- L'**UDAA** (Union Douanière de l'Afrique Australe) : cette organisation regroupe la Namibie, le Botswana, le Swaziland et le Lesotho autour de la RSA, qui représente 90 % de son PIB. Le poids écrasant de l'Afrique du Sud et sa situation géographique font de l'UDAA un **marché captif**. Les grandes firmes sud-africaines contrôlent les gisements d'uranium namubiens et les mines de diamants du Botswana. Des pans entiers de l'économie des pays voisins sont détenus par les capitaux sud-africains. La dépendance est encore plus forte pour les deux pays enclavés du Lesotho et du Swaziland. Leurs monnaies sont indexées sur le rand et ses fluctuations (Aire monétaire commune, la zone rand) ; la totalité de leur commerce extérieur est sous le contrôle sud-africain, ce qui en fait des Etats-croupions.
- La **SADC** (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) est une organisation régionale plus vaste rassemblant l'ensemble des pays de la région australe avec la RDC et la Tanzanie. Créée en 1994 après la normalisation politique en Afrique du Sud, la SADC vise à promouvoir le développement économique de la zone en instaurant le **libre-échange**. La fin de l'apartheid sud-africain et sa réintégration dans les relations économiques mondiales a permis aux pays de la SADC de s'ouvrir de nouveaux débouchés commerciaux. La constitution de cette organisation régionale a engendré une forte **croissance économique** grâce à l'augmentation des échanges commerciaux entre les partenaires et à la connexion de l'Afrique du Sud aux réseaux économiques mondiaux. L'ensemble de la zone a été stimulée par l'émergence du pôle sud-africain.
- Mais ce développement économique a un **revers** pour ces Etats : le renforcement de leur **dépendance** économique. En effet, le développement économique s'est accompagnée d'une dépendance presque intolérable pour les pays de la zone qui les soumet aux décisions de la RSA. Ainsi, 50 % du minerai de la RDC transite par les ports sud-africains, 70 % des importations alimentaires du Zimbabwe.

Au contraire, pour l'Afrique du Sud, la SADC est surtout un moyen d'étendre son emprise car la complémentarité des économies de la zone est faible (économies exportatrices de matières premières). La RSA est tournée vers l'extérieur, et si elle réalise 15 % de ses exportations dans la SADC, seulement 3 % de ses importations proviennent de l'Afrique. Ce déséquilibre entre les exportations et les importations impose à la RSA de revoir la structure de son commerce extérieur avec ses voisins.

- Des **projets d'intégration** plus approfondis ont donc été mis sur pied. La RSA tente avant tout de **sécuriser ses approvisionnements stratégiques**. Ainsi, après les gigantesques coupures d'électricité de 2008, qui ont paralysé l'activité du pays, le géant sud-africain ESKOM tente de prendre le contrôle du barrage stratégique d'Inga, en RDC. Le projet vise à connecter les réseaux d'approvisionnement électrique de l'Afrique centrale à ceux de l'Afrique australe. Un autre accord de coopération énergétique a été mis en place avec le Botswana, sous le nom de Southern African Power Pool. Enfin, la collaboration avec les autorités du Lesotho a permis l'aménagement d'un immense réseau de barrages hydro-électriques mobilisant les ressources hydriques du pays afin d'approvisionner l'Afrique du Sud, en contrepartie de versements financiers.
- Néanmoins, cette pénétration sud-africaine, de plus en plus imposante, n'est

pas sans rencontrer des **crain**tes et des **résistances**. Plusieurs Etats (RDC, Angola) s'inquiètent de la dépendance croissante de leur commerce extérieur envers la RSA, qui contrôle les principales voies commerciales. Des initiatives ont vu le jour pour diversifier les échanges et ouvrir de nouvelles voies de transport. Ces tentatives apparaissent pour le moment dérisoires face à l'attractivité du territoire sud-africain.

C L'affirmation internationale de l'Afrique du Sud

- Malgré les craintes des pays voisins face à l'extension de l'influence sud-africaine, les autorités de la RSA se présentent comme des garants du multilatéralisme et se défendent de toute volonté hégémonique. La chute du régime de l'Apartheid a entraîné une profonde **redéfinition de la diplomatie**, inspirée des idées de l'ANC. Le président **Thabo Mbeki** (1999/2008) s'est fait le chantre de la "**Renaissance africaine**", concept d'une Afrique plus solidaire, capable de prendre son destin en main et d'apporter des solutions africaines aux problèmes africains. Dans cette idéologie, la RSA dispose d'une position de leader moral, ce qui a parfois provoqué l'agacement des chancelleries africaines.
- La diplomatie sud-africaine a déployé une grande activité depuis les années 1990, et son poids dans l'**Union Africaine** s'est considérablement accru. Sous l'égide de la RSA, le projet du **NEPAD** (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) a été créé en 2001. Il vise à présenter un projet de développement efficace pour l'Afrique en coordonnant et en dirigeant mieux les **investissements extérieurs** pour créer ou moderniser les infrastructures stratégiques du continent. Si les résultats de ces projets tardent à se concrétiser, l'Afrique du Sud s'est imposée comme un arbitre important des conflits africains. Mais cette montée en puissance suscite aussi beaucoup de critiques de la part des autres pays du continent.
- Sur le plan international, la position du pays s'est renforcée (**doc 4**). Les **revendications se modifient et s'affirment en corrélation avec l'émergence économique du pays**. Dernier arrivé des **BRICS** en 2011, l'Afrique du Sud s'associe aux revendications politiques des autres puissances émergentes pour réclamer la **refondation des organisations internationales** afin de mieux refléter le poids grandissant de ces puissances et la multipolarisation du monde (ONU, FMI...). L'image sud-africaine évolue elle-aussi, malgré l'omniprésence des problèmes de violence et de pauvreté : en 2002, le pays a accueilli le Sommet de la Terre, puis la coupe du monde de football en 2010 et le Sommet sur le réchauffement climatique en 2011.

II Une nation en reconstruction

A La consolidation de la démocratie

Depuis la fin du régime de l'Apartheid, la société sud-africaine se transforme peu à peu tandis que la pratique démocratique s'enracine. Cette métamorphose politique est porteuse d'espoir à une échelle plus vaste et confère à la RSA un véritable prestige politique sur le continent.

- Les premières élections multiraciales se déroulent en **1994** et voient la victoire écrasante de l'ANC. Son chef, Nelson Mandela, icône de la lutte contre l'Apartheid, fait preuve de mesure et œuvre pour la réconciliation. Un véritable pro-

jet politique naît de ces années d'expérience démocratique. Les choix qui sont fait par les personnalités politiques sud-africaines visent à fonder **une société plus juste réconciliant les communautés dans leur participation au développement économique de la nation**. C'est la "Nation Arc-en-ciel" chère à Desmond Tutu (prix Nobel de la paix et archevêque du Cap) qui, en 1996, préside la **Commission de la vérité et de la réconciliation**. La pratique démocratique est parvenue à s'ancrer malgré les difficultés et les violences liées à la réforme agraire. Les grands groupes politiques possèdent une assise **multiraciale**, et si la domination de l'ANC reste pour le moment indiscutée, le parti de l'Alliance démocratique (centre droit) s'affirme comme une puissante formation d'opposition.

- Le président **Thabo Mbeki** (1999/2008) a généralement poursuivi la politique de réconciliation voulue par ses prédécesseurs, malgré un mandat entaché par de nombreuses affaires de corruption et de mauvaise gestion gouvernementale.
- L'arrivée au pouvoir de **Jacob Zuma** en 2009 a néanmoins fissuré le fragile consensus que la Commission pour la vérité et la réconciliation avait créé. Volontiers populiste, le nouveau président se considère avant tout comme un défenseur de la cause noire. **Ses discours virulents à l'encontre de la communauté blanche**, et les dérives de ses partisans (**Ligue de jeunesse** de l'ANC) inquiètent une partie de l'opinion.

Ainsi, l'ancien chef de la Ligue Julius Malema, aujourd'hui désavoué, s'est illustré par d'âpres attaques verbales. Ses appels au meurtre ont exacerbé les tensions dans un pays où la **violence politique** est récurrente (assassinat du leader afrikaner fascisant Eugène Terre'Blanche en 2010). Au sein même de l'ANC, un profond malaise s'est fait ressentir après que Malema eut exhorté ses fidèles à prendre les armes contre les partisans de Thabo Mbeki assimilés à des "chiens qu'il faut tuer".

Si la reconstruction démocratique de l'Afrique du Sud est généralement considérée comme un succès, de profondes tensions politiques émergent et sont d'autant plus préoccupantes que la Nation arc-en-ciel doit affronter de redoutables défis.

B La lutte contre la pauvreté et les inégalités : des résultats contrastés

Un township : zone de lotissements urbains construits pour loger les non-blancs durant l'Apartheid.

Un bantoustan : région plus ou moins autonome réservée aux populations noires durant l'Apartheid.

Au début des années 1990, la minorité blanche jouit d'une écrasante domination économique, alors que la majorité noire vit dans une affreuse pauvreté, reléguée dans les **townships** et les **bantoustans**.

Ce lourd héritage constitue un obstacle immense pour les autorités postapartheid.

- Afin de briser l'ordre social et spatial, l'ANC a mis en place des **politiques publiques** de grande ampleur : -élaboré en 1994 par Mandela, le **RDP** (*Reconstruction and Development programme*) vise à éradiquer la très grande pauvreté en instaurant des **services publics minimums** dans les zones urbaines et rurales. Ces investissements publics et privés ont permis la construction de millions de **logements** subventionnés, la **connexion électrique** des anciens bantoustans et

l'équipement massif de **points d'eau** vitaux pour la population. Depuis 1994, près de 14 millions de Sud-africains ont bénéficié de ces aides directes.

- La BEE (Black Economic empowerment) était destinée à faire émerger une élite économique noire capable de rééquilibrer la propriété du capital et d'investir dans les acteurs économiques du pays. Cette politique a eu des résultats contestés : elle a engendré l'émergence d'une bourgeoisie noire très favorisée, mais aussi l'existence de puissants réseaux de clientélisme se nourrissant de la corruption.
- La BEE a été le prélude à une politique plus vaste de rééquilibrage économique du pays. Afin de dégager une classe moyenne noire capable de soutenir la consommation, l'*Affirmative action* a instauré un **recrutement préférentiel non-blanc** dans les entreprises. Durement ressentie par une partie de la communauté blanche qui a souffert de la fermeture des perspectives de carrières et des licenciements, ce programme de "**discrimination positive**" a néanmoins entraîné la constitution d'une **classe moyenne noire** ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. Ce processus était l'une des conditions de l'émergence économique de la RSA.
- Enfin, la **réforme agraire** censée rééquilibrer la propriété foncière très défavorable aux non-blancs s'est soldée par un échec, avec seulement 7 % des terres redistribuées en quinze ans.
- Ces politiques publiques ont certes permis de nombreux progrès. La société sud-africaine s'est transformée et les clivages "raciaux" tendent à se brouiller. Mais **les inégalités persistent et se reconfigurent (doc 1)**. **43 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté** (moins de 2 dollars par jour et par personne). Si l'émergence économique a permis de faire reculer cette pauvreté, la mondialisation a aussi imposé aux secteurs minier et industriel de se reconverter. Ces réformes structurelles ont détruit des millions d'emplois depuis la fin des années 1990. **Le taux de chômage atteint 40 % des actifs** et frappe de manière très **inégalitaire** : les jeunes noirs sont particulièrement touchés (56 %) ainsi que les habitants des anciens townships (60 % de chômeurs à Soweto). Fait nouveau, une frange de la communauté blanche s'est considérablement appauvrie avec la fin des protections en vigueur sous l'Apartheid (10 % vit sous le seuil de pauvreté).

Dans les **zones rurales** des anciens bantoustans, les inégalités foncières demeurent impressionnantes. La réforme agraire, qui devait redistribuer 30 % des terres aux paysans noirs, est un échec : 60000 fermiers blancs détiennent toujours 87 % des terres arables.

- La communauté blanche (10 % de la population) monopolise encore une **grande partie des richesses**. Cependant, l'émergence de **nouvelles classes sociales** noires a transformé les inégalités en dépassant le clivage "racial". La bourgeoisie noire issue de la BEE participe au **profond déséquilibre** social. En Afrique du Sud, **10 % de la population (noire et blanche) possède 50 % des richesses**. Cette élite économique se regroupe et se côtoie dans les quartiers sécurisés des grandes métropoles, rares lieux où une certaine mixité sociale s'établit.
- Ces inégalités se traduisent par de forts contrastes spatiaux. Le déséquilibre économique entre les **espaces ruraux et urbains** est saisissant (doc 2). Les 9 métropoles les plus importantes d'Afrique du Sud représentent 60 % du PIB national, et la province du Gauteng qui rassemble les villes de Johannesburg, Tshwane/Prétoria et Ekurhulani concentre une grande partie de l'activité économique.

Les inégalités touchent l'ensemble du territoire sud-africain (doc 3). Les régions du Western Cap (Le Cap) et du Kwazulu-Natal (Durban) connaissent un fort dynamisme lié au tourisme et à l'agrobusiness, ce qui n'empêche pas une très forte proportion de la population de vivre sous le seuil de pauvreté (60 % au Kwazulu-Natal). Les régions du centre et de l'ouest connaissent un faible dynamisme et apparaissent en marge de l'émergence économique.

C Les maux de la Nation Arc-en-ciel

La Ségrégation spatiale : séparation géographique de groupes humains résultant d'une politique délibérée ou d'un regroupement volontaire selon divers critères.

- A l'instar de toute la région australe, l'Afrique du Sud est ravagée par le **Sida**. **6 millions de personnes sont séropositives**, ce qui représente 1 habitant sur 9. L'épidémie touche l'ensemble du territoire sud-africain, mais les régions du Kwazulu-Natal et du Mpumalanga souffrent d'une énorme prévalence (40 % de la population des deux provinces). Les élites gouvernementales ont été **très lentes** à concevoir des politiques de prévention car le virus a souvent été mal interprété voire ignoré. L'incurie de la classe dirigeante en la matière a eu des **conséquences dramatiques** : alors que de nombreux indicateurs socio-économiques se sont améliorés, **l'espérance de vie** a reculé de 5 ans entre 2000 et 2010, pour atteindre l'âge moyen de 55 ans. La tardive prise de conscience de ce fléau s'est traduite par des mesures d'urgence en partie financées par la communauté internationale. Depuis 2010, une campagne de dépistage systématique a débuté.
- Autre fléau tout aussi inquiétant, la **violence est d'une ampleur exceptionnelle** dans un pays en paix. L'Afrique du Sud est l'un des pays les plus dangereux au monde, fracturé par les tensions sociales et la criminalité endémique. La circulation des armes y est intense. Chaque année, 20 000 personnes sont assassinées et 15 000 braquages sont commis. Dans la ville de Johannesburg, 50 meurtres par jour sont signalés. La **police semble inefficace** à enrayer la violence, malgré les efforts consentis pour l'accueil des grandes manifestations internationales. Le viol est aussi un phénomène massif qui touche cruellement les femmes. Les autorités ont là encore manqué de conviction. Cette criminalité est renforcée par le prestige accordé à l'image du tsotsi ("gangster" dans l'argot des townships), qui est souvent confondu avec la réussite sociale. La minorité blanche n'est pas épargnée par la violence. Dans les zones rurales, de nombreux fermiers afrikaners sont régulièrement assassinés. Cette violence s'exerce à de multiples niveaux de la société sud-africaine. Les **méthodes policières** sont souvent brutales. Les forces de sécurité n'hésitent pas à durement **réprimer les mouvements sociaux**. Les grèves des ouvriers du BTP ou de mineurs se sont soldées par des tueries. En 2012, la police a abattu 36 manifestants dans la **mine de platine de Marikana** ("ceinture du platine", Rastenburg). Enfin, le pays est traversé par des vagues de **xénophobie**. Les millions de travailleurs subsahariens ou de l'Afrique australe sont régulièrement la cible du ressentiment populaire. En 2008, des **émeutes ont tourné au carnage** : les images de migrants zimbabwéens brûlés vifs par des foules déchaînées ont terni l'aura de la Nation Arc-en-ciel auprès de la **communauté internationale** (doc 4).
- Cette violence endémique pousse de nombreux sud-africains à quitter leur

pays. Elle renforce aussi la **ségrégation spatiale entre les classes sociales**. Les élites économiques noires et blanches s'enferment dans des quartiers sécurisés, séparés par des murs d'enceinte et défendus par de véritables milices privées (Gated communities). La société reste donc très compartimentée et rares sont les lieux de mixité sociale.